

Comprendre les enjeux d'adaptation et de transformation des villes africaines face aux changements climatiques

Synthèse des stratégies issues du numéro spécial de COSUST,
Current Opinion in Environmental Sustainability¹

Un atelier novateur composé d'universitaires et de professionnels experts en aménagement urbain, venus d'Afrique et d'ailleurs, ont évalué l'état de l'art en matière d'adaptation des villes aux changements climatiques sur le continent africain.

Une sélection d'articles issus de l'atelier a été publiée dans un numéro spécial de la revue Current Opinion in Environmental Sustainability (Opinion actuelle en écologie durable). Réunir l'ensemble des perceptions individuelles a permis de dresser un portrait intéressant et significatif des similitudes et des singularités vis-à-vis des difficultés rencontrées localement lorsqu'il s'agit de répondre aux défis et aux opportunités du développement urbain durable en Afrique.



7 RECOMMANDATIONS

- Nécessité de suprastructures régionales regroupant de nombreuses municipalités, car les changements climatiques traversent toutes les frontières.
- Besoin de sources de revenus supplémentaires.
- Création d'autorités stratégiques régionales urbaines et rurales.
- Former une relève au sein des organisations afin d'assurer la succession après le départ des élites.
- Le secteur privé est divers; certains acteurs ont besoin de reconnaissance pour le travail accompli, d'autres profiteraient plus de «plates-formes (hubs) de ressources».
- Encourager les partenariats multisectoriels
- Echelonner les actions dans le temps et l'espace, au-delà des échéances électorales.

¹ Current Opinion in Environmental Sustainability, Volume 13, Pages 1-116 (avril 2015). Edité par David Simon et Hayley Leck
<http://www.sciencedirect.com/science/journal/18773435/13>

Les bienfaits des idées vagabondes

Une stratégie de plus en plus focalisée sur l'urbain est essentielle pour lutter contre les changements climatiques, même en Afrique, puisque les villes du continent représentent une proportion des émissions de gaz à effet de serre global en forte croissance.

L'expérience de terrain des participants à l'atelier, allant de Dakar à Mombasa et du Cap à Alger, illustre bien la façon dont les idées se diffusent à travers le continent, avec un apport significatif de l'étranger par le biais d'organismes internationaux et de réseaux universitaires. On peut considérer que ces échanges facilitent un apprentissage local rapide.

Néanmoins, la preuve est faite que les innovations doivent être adaptées afin d'être pertinentes localement et de maximiser les chances de mise en œuvre réussie ainsi que des retombées durables. Tenter de mettre en œuvre des stratégies modèles formulées dans des contextes différents, notamment à l'étranger, n'est pas la voie à suivre. Quoiqu'il en soit, les intérêts matériels et politiques considérables encrés au sein des marchés fonciers et immobiliers urbains, ainsi que les systèmes de gouvernance de nombreux pays, peuvent ralentir le processus.

Plusieurs contributions soulignent la nécessité de combler le fossé qui sépare encore la théorie, la politique et la pratique dans le domaine du changement climatique. Pour changer les choses et faire la différence, la diversité des auteurs, des appartenances et des approches conceptuelles était nécessaire. C'est cette dernière qui a servi de base aux fructueux engagements transdisciplinaires passés entre les analyses académiques et les interventions concrètes dans un contexte africain très varié.

Des mesures spécifiques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre sont mises en place principa-

lement dans les villes industrielles avec une classe moyenne significative et un taux de motorisation élevé, en particulier en Afrique du Sud. En revanche, les mesures d'adaptation aux changements climatiques sont diverses et variées, reflétant la perception et le profil local des risques, les contraintes en ressources, les technologies disponibles et la capacité à concevoir et mettre en œuvre des organisations dans différents pays. Certaines de ces mesures sont efficaces malgré des technologies rudimentaires, démentant l'idée reçue selon laquelle de grands investissements ou des réorientations budgétaires sont toujours nécessaires. À titre d'exemple, des «écoles flottantes» conçues par un cabinet privé d'architecture sont en expérimentation dans la lagune de Lagos et elles ont un large potentiel de développement dans les zones inondables et les plans d'eau en prises avec l'élévation du niveau de la mer (cf. photo 3).

L'Initiative Villes et Changement climatique d'ONU-HABITAT joue un rôle important dans plusieurs villes côtières et enclavées. Certains dirigeants politiques proactifs et éclairés, comme à Lagos, et certains hauts fonctionnaires, comme à Durban (eThekweni) jouent souvent un rôle primordial pour transformer leurs villes en fleuron de l'adaptation aux changements climatiques. L'apprentissage réciproque à travers les réseaux de villes à différentes échelles est aussi un vecteur précieux pour promouvoir le changement.

Les participants à l'atelier ont convenu de l'importance d'intégrer la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation aux changements climatiques et la résilience. Le travail sur la réduction des risques de catastrophe fournit de précieuses leçons et retours d'expériences utiles dans ces domaines complémentaires qui ont tendance à empiéter les uns sur les autres.

1.

La nature des structures gouvernementales inhibe souvent le changement et l'innovation en faveur d'actions efficaces dans la lutte contre les changements climatiques. Cela comprend par exemple le manque de suprastructures au sein des régions métropolitaines avec de nombreuses petites municipalités. De telles institutions sont essentielles pour permettre une planification stratégique et une vision proactive en matière de réduction des gaz à effet de serre, d'adaptation aux changements climatiques et de mesures de transformation. Dès lors que les changements climatiques et les risques de catastrophe, de par leur nature, traversent les frontières administratives, cela nécessite des interventions métropolitaines ou régionales.

2.

Les autorités urbaines locales ont des rôles clés dans la lutte contre les changements climatiques dans un contexte d'urbanisation croissante, mais souvent avec des moyens d'actions et des ressources insuffisantes. Développer des sources de revenus locales supplémentaires et / ou une collecte des recettes plus efficace, accompagné d'une gouvernance à plusieurs niveaux est vital afin de tirer profit des ressources sectorielles stratégiques des autorités régionales et nationales.

Un consensus a également été trouvé sur l'importance d'intégrer les politiques relatives aux changements climatiques dans les programmes et stratégies existants. Sans quoi les programmes de lutte contre les changements climatiques pourraient être rapidement marginalisés en faveur des besoins fondamentaux les plus immédiats et les plus tangibles ou encore réorientés vers d'autres priorités de développement. Autrement dit, cette intégration peut s'avérer être le meilleur outil pour éviter cette idée encore répandue selon laquelle la lutte contre les changements climatiques et la promotion du développement sont des objectifs contradictoires. Différentes politiques en matière d'écologie urbaine ainsi que des interventions ciblées peuvent déboucher sur des économies et des retombées concomitantes en faveur de plusieurs programmes, y compris la réduction des gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques, la création d'emploi et de moyens de subsistance; tout en fournissant des infrastructures de loisirs qui participent à l'amélioration de la santé des habitants.

CADRES ET STRUCTURES

Les cadres conceptuel et théorique de recherche utilisés dans le numéro spécial sont variés. Les auteurs universitaires utilisent le plus souvent une approche théorique, visant à étayer d'autres recherches en cours ou à évaluer des travaux déjà réalisés, alors que les professionnels ont tendance à voir le présent comme le point de départ des politiques à venir.

Le cadre conceptuel le plus largement utilisé est issu de la recherche, d'initiatives politiques et des échanges internationaux concernant les changements climatiques. La réduction des gaz à effet de serre, l'adaptation aux changements climatiques, la vulnérabilité aux risques

de catastrophe et la résilience sont des thèmes utilisés selon différentes combinaisons, avec à l'international, un accent de plus en plus important sur la transformation des structures et de leurs relations, considérées comme essentiel pour initier des changements de fond en matière d'urbanisme durable, ce qui n'a pas encore été tenté de manière significative. Bien que les transformations urbaines soient souvent plus stimulantes que les intérêts existants, les contraintes de réformes additionnelles pour mettre fin aux modes de vie non-durables à forte consommation par les élites et les classes moyennes – ce qui alimente de puissantes sources de convoitise et d'aspiration auprès des citoyens pauvres – sont de plus en plus évidentes à travers le continent.

SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Les approches incluant les services écosystémiques, à savoir les avantages que les populations tirent du fonctionnement des écosystèmes en bonne santé, sont de plus en plus largement utilisées. Bien que l'étendue et la nature de l'engagement puissent varier, ils reflètent les efforts pour intégrer à la fois les valeurs inhérentes et tangibles

à l'environnement naturel, et cela a son importance pour atteindre plusieurs objectifs simultanément, à savoir: atténuer l'effet de serre, préserver la biodiversité et soutenir les mesures d'adaptation incluant des activités assurant la subsistance et les changements de mode de vie. Cela comprend également l'amélioration de l'offre de loisirs et de divertissement et par la même occasion la santé publique.

Toutefois, appliquer les théories économiques néoclassiques à l'économie verte peut être source de tensions et présente de réelles limites. Les résultats de bonnes intentions et d'une planification pertinente sont souvent entravés ou dilués lors de la mise en œuvre.

3.

Les liaisons aux régions rurales et périurbaines sont de plus en plus considérées comme des éléments importants d'une région dynamique, mais le pouvoir et les ressources sont limités dans l'espace et organisés dans les limites territoriales de chaque collectivité locale. C'est un autre élément allant dans le sens de l'établissement d'une autorité stratégique métropolitaine et même régionale.

4.

Le personnel qualifié et expérimenté est très demandé - fonctionnaires et experts en changements climatiques compétents au sein de leurs institutions sont souvent promus ou se voient offrir d'autres postes. Il est donc essentiel de former une relève et de s'assurer que les connaissances et compétences clés soient diffusées le plus largement possible de sorte que la mémoire institutionnelle soit assurée.

5.

Le secteur privé est très divers et si certaines entreprises méritent une reconnaissance pour l'important travail réalisé pour atteindre des objectifs tels que la réduction d'émissions de gaz à effet de serre, l'amélioration des processus de production toujours plus écologiques ou encore la sensibilisation de la main-d'œuvre et du grand public, d'autres traînent les pieds ou se livrent à de « l'éco-blanchiment » cosmétique. De nombreuses petites entreprises, parfois informelles, pourraient profiter de formations et d'équipement adéquat tel un « hub entreprises » qui leur permettent de mettre un terme à des pratiques polluantes et de partager des services et des équipements coûteux.

6.

Les partenariats multisectoriels en matière de responsabilité et ressources, communication et actions ont besoin d'être développés et pérennisés grâce à la co-conception et à la co-production entre les autorités locales et d'autres acteurs clés.

7.

Parce que la lutte contre les changements climatiques et les atteintes à l'environnement de façon générale exigent une vision à long terme, les actions doivent être échelonnées spatialement et temporellement, au-delà des cycles électoraux et des systèmes de financement à court terme des bailleurs de fonds. Le partage des coûts et la production de recettes locales peut servir de base à un développement durable, tout en bâtissant un consensus politique sur l'importance de la lutte contre les changements climatiques comme un mécanisme efficace pour dépolitiser ce domaine essentiel pour la survie humaine.

MOTS CLÉS

Réduction des gaz à effet de serre: baisse des émissions et diminution de la vulnérabilité aux effets de telles émissions.

Adaptation aux changements climatiques: changements des activités, des moyens de subsistance et des modes de vie en adéquation avec les bouleversements environnementaux.

Vulnérabilité : avoir peu de capacité (ressources, compétences, contacts) à supporter et résister aux chocs.

Résilience : avoir la capacité de survivre et se remettre des chocs

Transformation : changements fondamentaux dans les structures et les modes de vie urbains nécessaires pour accomplir une transition vers un développement de la vie urbaine plus durable en Afrique.

PLUS D'INFORMATION (en anglais)

COSUST Special Issue¹: <http://www.science-direct.com/science/journal/18773435/13>

UN-HABITAT: www.unhabitat.org

CCCI: unhabitat.org/cities-and-climate-change-initiative

UGEC: ugec.org

MISTRA URBAN FUTURES:
www.mistraurbanfutures.org

Contact: Prof David Simon, Director,
Mistra Urban Futures
david.simon@chalmers.se

This policy brief is available in English, French and Portuguese.
French translation: Marty Legros

¹ Le numéro spécial de COSUST est le principal résultat de l'atelier Bearing the Brunt of Environmental Change, organisé à Royal Holloway, University of London, en avril 2013. Remerciements aux financeurs de l'atelier: Urban Studies Foundation; Urbanization and Global Environmental Change Programme; ACC-DAR project, La Sapienza University of Rome; UN-HABITAT; Urban Climate Change Research Network

